

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social :
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 mars 2022

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
80	63	13

N° de séance : 38

Objet de la délibération : Mise à disposition de services pour la participation à la gestion des déchets - Convention avec la Communauté de Communes Alpes d'Azur

N° d'enregistrement : CC.2022.059

Date de convocation :
15 mars 2022

Date d'affichage
06 AVR. 2022

Date de réception en s/Préfecture
30 MARS 2022

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 18 avenue des Fleurs CS 61039 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site de téléprocédures <http://www.telerecours.fr/>

L'an deux mil vingt-deux et le 21 mars 2022 à 16H00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort Carré - Avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de mars, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Monique GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Marc BORIOSI, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA, Arnaud VIE

PROCURATIONS :

Joseph CESARO à Elisabeth DEBORDE, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Marie-Rose BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, François ZEMA à Aline ABRAVANEL, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL, Carole BONAUT à Nathalie DEPETRIS, Olivia LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE, Hassan EL JAZOULI à Yves DAHAN, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Marion MUSSO à Catherine LANZA, Alain BERNARD à Alexia MISSANA, Xavier WIIK à Delphine CAROSI

ABSENTS :

Christophe ETORE, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur MELE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5214-1 et suivants L.5111-1-I ;

VU la délibération n°CC.2021.021 du 22 février 2021 approuvant une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A.) et la Communauté de Communes Alpes d'Azur (C.C.A.A.) ;

VU l'avis du Comité Technique de la C.A.S.A. en date du 28 février 2022 sur le projet de convention de mise à disposition de services ;

CONSIDERANT qu'à l'issue d'une réflexion commune, les deux communautés ont élaboré un partenariat de gestion des déchets sur leurs territoires. A ce titre, et afin de rendre le service public de collecte des déchets ménagers toujours plus efficient, elles ont convenu de poursuivre ce partenariat en le renforçant.

Ainsi la C.A.S.A., de par ses compétences et son expertise, a convenu avec la C.C.A.A. de mettre à disposition ses moyens humains ainsi que sa flotte de véhicules Envinet, en tenant compte des nécessités de service. Cette mise à disposition permettra d'élaborer une synergie commune entre les deux territoires, qui aura pour objectif l'harmonisation de la compétence de gestion des déchets, tant en termes de productivité qu'en termes de qualité de service rendu au public, et est formalisée au travers d'une convention dont le projet est joint en annexe à la présente.

Ce partenariat s'articulera autour d'un accompagnement de la C.A.S.A sur les missions suivantes :

- Expertise ;
- Diagnostics ;
- Accompagnement concernant les investissements et le renouvellement du parc des véhicules.

La convention de mise à disposition de services est établie pour une durée de cinq (5) ans.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention de mise à disposition de services entre la C.A.S.A. et la C.C.A.A. pour la participation à la gestion des déchets dans les conditions définies en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tous les actes afférents à son exécution.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention de mise à disposition de services entre la C.A.S.A. et la C.C.A.A. pour la participation à la gestion des déchets dans les conditions définies en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tous les actes afférents à son exécution.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 MARS 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



Convention de mise à disposition de services entre la C.A.S.A et la Communauté de Communes Alpes d'Azur pour la participation à la gestion des déchets

Entre les soussignées,

D'une part,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis C.A.S.A., ayant son siège social à la mairie d'ANTIBES, Cours Masséna – 06600 ANTIBES, représentée par Président, Jean LEONETTI agissant au nom et pour le compte de ladite agglomération, et autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du 21 mars 2022 ;

Dénommée ci-après « La C.A.S.A »,

Et

La Communauté de Communes Alpes d'Azur, ayant son siège social à l'Hôtel de Ville, Place Adolphe Conil – 06260 PUGET-THENIERS représentée par son Président en exercice, Monsieur Charles-Ange GINESY, dûment habilité à cet effet parn° du,

Ci-après dénommée : « la C.C.A.A. »,

D'autre part,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales pris notamment en ses articles L.5214-1 et suivants relatifs aux Communautés de Communes ; L.5216-1 et suivants relatifs aux Communautés d'Agglomération et L.5111-1-1 relatif à la mise à disposition de services et d'équipements entre deux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale ;

VU l'avis du comité technique de la C.A.S.A. du 28 février 2022 sur le présent projet de convention de mise à disposition de services,

VU l'avis du comité technique de la C.C.A.A. du sur le présent projet de convention de mise à disposition de services,

Exposé préalable

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A) et la Communauté de Communes d'Alpes d'Azur (C.C.A.A) ont souhaité mettre en place un partenariat relatif à la gestion des déchets au travers d'une convention approuvée en 2021. A l'issue d'une réflexion commune, les deux communautés ont élaboré un partenariat de gestion des déchets sur leurs territoires. A ce titre, et afin de rendre le service public de collecte des déchets ménagers toujours plus efficient, elles ont convenu de poursuivre ce partenariat en le renforçant.

Ainsi la C.A.S.A. de par ses compétences et son expertise, a convenu avec la C.C.A.A. de mettre à disposition ses moyens humains et la flotte de véhicules Envinet en fonction des nécessités de service. Cette mise à disposition permettra d'élaborer une synergie commune entre les deux territoires, qui aura pour objectif l'harmonisation de la compétence de gestion des déchets, tant en termes de productivité qu'en terme de qualité de service rendu au public.

Compte tenu de ce qui précède, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la Communauté de Communes d'Alpes-Azur conventionnent par la présente, afin de définir et d'établir la mise à disposition de services par la C.A.S.A. en faveur de la C.C.A.A.

Ce partenariat s'articulera autour d'un accompagnement de la C.A.S.A sur les missions suivantes :

- Expertise ;
- Diagnostics ;
- Accompagnement concernant les investissements et le renouvellement du parc des véhicules.

Il a donc été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 – Objet

Après avoir informé les organes délibérants, recueilli l'avis du comité technique de la C.A.S.A en date du 28 février 2022 et celui de la Communauté des Communes Alpes d'Azur en date du, la C.A.S.A met à disposition de la C.C.A.A. des agents affectés à la maintenance des véhicules de la Direction Exploitation Envinet et les véhicules affectés à la collecte de la C.A.S.A., pour effectuer des missions sur le territoire de la C.C.A.A. en tenant compte des nécessités de service.

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'intervention de la C.A.S.A. en matière de maintenance des véhicules et mise à disposition de véhicules affectés à la gestion des déchets sur le territoire de la C.C.A.A.

Article 2 – Mise à disposition de personnels

Article 2.1 Périmètre de la mise à disposition

Pour l'exercice des missions de gestion des déchets, la C.A.S.A. met de plein droit à disposition de la C.C.A.A., pour la durée de la convention, des agents de l'Unité Gestion du parc de véhicules de la Direction Exploitation Envinet ainsi que le Chargé de Mission Parc Automobile de la DGA Cadre de vie dont la liste et le temps de mise à disposition sont fixés en annexe n°1 à la présente convention.

Article 2.2- Responsabilité fonctionnelle des agents

Les agents de la C.A.S.A. mis à la disposition sont placés pour l'exercice de leurs fonctions, sous l'autorité fonctionnelle du chef de service de la collecte des ordures ménagères de la C.C.A.A..

La C.C.A.A. adresse directement au chef d'équipe des agents mis à disposition, une demande pour honorer selon les possibilités, une organisation pour l'exécution des tâches dont ils émettent les besoins.

Article 2.3- Responsabilité hiérarchique des agents

Le Président de la C.A.S.A. demeure toutefois l'autorité hiérarchique des agents mis à disposition, et continue de gérer leur situation administrative (position statutaire et déroulement de carrière).

Le président de la C.A.S.A., en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce également le pouvoir disciplinaire. Il est saisi au besoin par la C.C.A.A.

L'évaluation individuelle annuelle (entretien professionnel) de l'agent mis à disposition continue de relever de la C.A.S.A.

La C.A.S.A. fixe les modalités liées aux conditions de travail des agents mis à disposition, notamment relatives aux absences, congés annuels, congés pour indisponibilité physique et en informe la C.C.A.A. qui, sur ce point, peut émettre des avis si elle le souhaite.

Elle délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés pour formation professionnelle ou pour formation syndicale après information de la C.C.A.A, si ces décisions ont un impact substantiel sur celle-ci.

La C.A.S.A. verse aux agents mis à disposition la rémunération correspondant à leur grade ou à leur emploi d'origine (traitement et le cas échéant supplément familial de traitement, indemnité de résidences, primes heures supplémentaires et indemnités diverses).

Article 3 - Mise à disposition des biens matériels

Les biens mis à disposition et affectés aux services restent amortis par la C.A.S.A., même s'ils sont mis à la disposition de la C.C.A.A. Ils sont indiqués en annexe à la présente.

La liste des biens matériels mis à la disposition de la C.C.A.A. n'est pas exhaustive et pourra évoluer. La C.A.S.A met à disposition de la C.C.A.A le(s) bien(s) matériel(s) durant des amplitudes qui seront définies conjointement de façon à ne pas perturber la bonne organisation des services.

La C.C.A.A ne pourra procéder à aucune modification des biens et s'engage à l'utiliser conformément à la destination ci-dessus indiquée, et à ne rien faire qui puisse les détériorer. Le véhicule dégradé devra être remis en état par la C.C.A.A. avant d'être restitué à la C.A.S.A.

Par ailleurs, elle s'engage à faire respecter les règles de sécurité et réparer intégralement les dégâts matériels éventuellement commis par le personnel utilisateur.

Le(s) bien(s) matériel(s) sera/seront remis à la C.A.S.A après utilisation.

Article 4 – Obligations financières

Article 4.1. Conditions de remboursement des frais de personnel

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-1 du C.G.C.T, la mise à disposition des services de la C.A.S.A. fait l'objet d'un remboursement par la C.C.A.A. des frais de fonctionnement du service mis à disposition.

Le remboursement des frais de fonctionnement de la Direction Exploitation Envinet et du Chargé de Mission de la DGA Cadre de vie de la C.A.S.A., s'effectue sur la base du coût unitaire de fonctionnement du service engagé.

Ce coût horaire est établi comme suit :

- 34,70 €/heure pour un agent de catégorie A,
- 23,10 €/heure pour un agent de catégorie B,

- 17,40€/heure pour un agent de catégorie C.

Ce montant forfaitaire sera valorisé par l'application au prix initial d'un coefficient C de révision des prix au premier janvier de chaque année civile, donné par la formule :

$$C = 0,125 + [0,875 \text{ SHO-EZ}(n) / \text{SHO-EZ}(o)]$$

SHO-EZ(n) et SHO-EZ(o) sont les valeurs prises de l'indice salaire (SHO-EZ) respectivement au mois m0 (mois d'origine, au 1^{er} janvier de l'année N du dernier indice connu) et au mois m (mois de révision, au 1^{er} janvier de l'année N+1 du dernier indice connu).

L'indice salaire (SHO-EZ) : Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution. Cet indice de taux de salaire horaire des ouvriers selon l'activité économique a été établi en nomenclature NAF (nomenclature d'activité française) rév. 2. Ces indices de salaire horaire de base des ouvrier (SBHO) ne comprennent ni les primes (sauf, le cas échéant, la prime liée à la réduction du temps de travail), ni les heures supplémentaires. Il s'agit d'un salaire brut, avant déduction des cotisations sociales et avant versement des prestations sociales. Base 100 en 2017.

Le paiement est effectué annuellement suite à l'émission d'un titre de recettes par la C.A.S.A. dans un délai de trente (30) jours à compter de l'acceptation contradictoire de l'effectivité des tâches.

Article 4.2. Conditions de remboursement des frais d'équipements

La C.C.A.A. remboursera les frais d'acquisition, réparation, maintenance des équipements à la C.A.S.A. après émission d'un titre de recette sur présentation de la facture correspondante.

Article 5 – Responsabilités et Assurances

La C.C.A.A. déclare être assurée pour sa responsabilité civile, contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'elle peut encourir du fait de la présente convention.

Les agents mis à la disposition de la C.C.A.A. dans le cadre de cette convention, pour participer à la gestion et collecte des déchets, sont placés sous l'autorité fonctionnelle du chef de service de la collecte des ordures ménagères de la C.C.A.A. pour l'exercice des missions énumérées à la présente convention. Ils seront alors couverts par l'assurance responsabilité civile de la C.C.A.A., pour la réalisation desdites missions et pour toute la durée de la convention.

La C.A.S.A sera déchargée de toute responsabilité pour tous les dommages qui seraient consécutifs à l'exécution desdites missions. Le véhicule dégradé devra être remis en état par la C.C.A.A. avant d'être restitué à la C.A.S.A.

Une attestation d'assurance responsabilité civile sera remise par la C.C.A.A. à la C.A.S.A, sur simple demande.

Article 6 – Date d'effet – Durée

La présente convention prend effet pour une durée de cinq ans, une fois signée et les formalités des articles L.2131-1 et suivants et L.5211-3 du C.G.C.T accomplies.

Article 7 – Exécution de la convention

Article 7.1. Suivi de la convention - Référents

Les parties assureront un suivi régulier de l'exécution de la présente convention, notamment pour redéfinir les objectifs, le cas échéant, actualiser en conséquence le plan d'intervention et prévenir tout litige.

Article 7.2. Avenants

La convention pourra être modifiée à tout moment par avenant. Les annexes n°1 et n°2 ayant valeur indicative et non contractuelle, elles pourront être modifiées, par simple information donnée par la C.A.S.A par lettre recommandée avec accusé de réception et acceptée par la C.C.A.A dans les mêmes formes.

Article 7.3 - Suivi contradictoire de l'exécution de la convention de mise à disposition

Un suivi contradictoire de l'exécution de la mise à disposition des agents de la Direction Exploitation Environnement et du Chargé de Mission de la DGA Cadre de vie de la C.A.S.A. est assuré, par la C.A.S.A. et la C.C.A.A.

A cet effet, le représentant de la C.A.S.A. remet au représentant de la C.C.A.A. un tableau retraçant le temps de travail consacré (à titre informatif) et la nature des missions accomplies, conformes à la description détaillée conventionnellement.

La reconnaissance du service fait permet à la C.A.S.A d'émettre un titre de recettes correspondant aux missions réalisées par ses agents.

Article 8 – Résiliation

La présente convention pourra prendre fin de manière anticipée à la demande de l'une des deux parties pour un motif d'intérêt général lié à l'organisation de ses propres services à l'issue d'un délai de préavis de trois (3) mois. Le préavis et la décision seront notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 – Contentieux

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

La présente convention ayant un caractère administratif, les parties conviennent de s'en remettre en cas de litige à la compétence du Tribunal Administratif de Nice.

Fait en deux (2) exemplaires à Sophia Antipolis,

Le

**Pour la Communauté d'Agglomération Sophia
Antipolis,**

**Pour la Communauté de Communes
Alpes d'Azur**

Jean LEONETTI

Charles-Ange GINESY

Annexe n°1 Liste du personnel concerné par la mise à disposition

Fonctions	Catégorie	Cadre d'emploi	Temps de travail à l'agent	% de temps affecté à la mise à disposition
Mission parc automobile, un Chargé de projet	B	Technicien principal de 1 ^{ère} classe	35h	Partielle
Responsable de l'Unité Gestion du Parc de Véhicules	A/B	Ingénieur Technicien	35h	Partielle
Agent chargé de la de maintenance des véhicules	C	Adjoint technique	35h	Partielle
Agent chargé de la de maintenance des véhicules	C	Adjoint technique	35h	Partielle
Agent chargé de la de maintenance des véhicules	C	Adjoint technique	35h	Partielle
Agent de collecte avec missions spécifiques	C	Adjoint technique	35h	Partielle
Contrôleur	C	Adjoint technique	35h	Partielle

Annexe n°2 Liste des véhicules concerné par la mise à disposition

PARC AUTO DEN						
AFFECTATION	MARQUE	TYPE	MODELE	DATE	IMMAT	CARBURANT
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 14M3	02/04/2021	FY639JC	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 20M3	02/04/2021	FY464JC	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 14M3	02/04/2021	FY299JC	GASOIL
COLLECTE OM	NISSAN	MINI BOM	PB 5M3	20/10/2020	FT828MT	GASOIL
COLLECTE OM	NISSAN	MINI BOM	PB 5M3	20/10/2020	FT080MV	GASOIL
COLLECTE OM	NISSAN	MINI BOM	PB 5M3	19/10/2020	FT279MB	GASOIL
COLLECTE OM	NISSAN	MINI BOM	PB 5M3	19/10/2020	FT252MB	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 7M3	17/06/2020	FQ017NZ	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 14M3	16/06/2020	FQ908MW	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 20M3	10/06/2020	FQ440JC	GASOIL
COLLECTE OM	NISSAN	MINI BOM	PB 5M3	02/04/2020	FP904MT	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 20M3	17/04/2019	FF575MW	GASOIL
COLLECTE OM	NISSAN	MINI BOM	PB 5M3	15/03/2019	FE730PN	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 14M3	15/03/2018	EV461SV	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 14M3	15/03/2018	EV886SV	GASOIL
COLLECTE OM	NISSAN	MINI BOM	IRIDE 5M3	14/03/2018	EV472SK	GASOIL
COLLECTE OM	NISSAN	MINI BOM	PB 5M3	20/01/2017	EJ883LB	GASOIL
COLLECTE OM	NISSAN	MINI BOM	PB 5M3	20/01/2017	EJ891LB	GASOIL
COLLECTE OM	NISSAN	MINI BOM	PB 5M3	20/01/2017	EJ894LB	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 20M3	20/12/2016	EH173RS	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 14M3	20/12/2016	EH071RS	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 14M3	12/12/2016	EH569KX	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BENNE HAYON	CUVE HUILE	12/09/2016	EF819DD	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 20M3	16/03/2016	EA414MB	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 14M3	16/02/2016	DZ090RZ	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 14M3	16/02/2016	DZ572RZ	GASOIL
COLLECTE OM	NISSAN	MINI BOM	PB 5M3	21/01/2016	DZ465BA	GASOIL
COLLECTE OM	NISSAN	MINI BOM	PB 5M3	21/01/2016	DZ621BA	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 15M3	27/05/2015	DR530TZ	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 9M3	27/05/2015	DR330VA	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	MINI BOM	IRIDE 5M3	08/01/2015	DN152CT	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 12M3	16/12/2014	DM280PE	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 12M3	12/12/2013	DB009GN	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 14M3	06/12/2013	DB061DG	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 14M3	15/11/2012	CM454XR	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 14M3	12/11/2012	CM988TJ	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 20M3	03/10/2011	BV433VZ	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 14M3	07/09/2011	BT519RE	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 20M3	12/11/2010	BD065AA	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	LAVEUSE BAC	IRIDE 3.5M3	25/10/2010	BC840BX	GASOIL
COLLECTE OM	RENAULT	BOM	FAUN 9M3	06/08/2009	AC335HP	GASOIL
MAINTENANCE/BACS	FUSO	BENNE HAYON	CANTER	30/12/2021	GD287XK	GASOIL
ENCOMBRANT	FUSO	BENNE HAYON	CANTER	30/12/2021	GD463XK	GASOIL
ENCOMBRANT	MAN	PL GRUE	TGL	12/01/2021	FW158KN	GASOIL
ENCOMBRANT	RENAULT	PL GRUE	D 18T	06/01/2021	FW274HD	GASOIL
ENCOMBRANT	NISSAN	BENNE HAYON	NT400	21/10/2020	FT322NP	GASOIL
ENCOMBRANT	NISSAN	BENNE HAYON	NT400	16/10/2020	FT703LM	GASOIL
ENCOMBRANT	NISSAN	BENNE HAYON	NT400	16/07/2020	FR990JX	GASOIL
ENCOMBRANT	RENAULT	BENNE HAYON	MAXITY	08/08/2019	FJ245KL	GASOIL
ENCOMBRANT	RENAULT	BENNE HAYON	MAXITY	04/06/2019	FG929SG	GASOIL
ENCOMBRANT	RENAULT	PL GRUE	MIDLUM	22/01/2019	FD826GJ	GASOIL
ENCOMBRANT	RENAULT	BENNE HAYON	MAXITY	07/11/2017	ER418WP	GASOIL
ENCOMBRANT	RENAULT	BENNE HAYON	MAXITY	07/11/2017	ER774WK	GASOIL
ENCOMBRANT	RENAULT	BENNE HAYON	MAXITY	20/01/2016	DZ334AH	GASOIL
ENCOMBRANT	RENAULT	BENNE HAYON	MAXITY	10/02/2015	DN333YH	GASOIL
ENCOMBRANT	RENAULT	BENNE HAYON	MAXITY	16/05/2014	DF822VN	GASOIL

ENCOMBRANT	RENAULT	BENNE HAYON	MAXITY	23/07/2013	CX210DZ	GASOIL
ENCOMBRANT	RENAULT	BENNE HAYON	MAXITY L	16/07/2013	CW071ZD	GASOIL
ENCOMBRANT	NISSAN	BENNE HAYON	CABSTAR	10/10/2012	CL291QQ	GASOIL
ENCOMBRANT	NISSAN	BENNE HAYON	CABSTAR	05/10/2012	CL401MY	GASOIL
ENCOMBRANT	NISSAN	BENNE HAYON	CABSTAR	26/08/2011	BT743ET	GASOIL
ENCOMBRANT	RENAULT	PL GRUE	MIDLUM	25/02/2011	BJ209KP	GASOIL
ENCOMBRANT	IVECO	PL GRUE	EUROCARGO	05/01/2007	766BTR06	GASOIL
ENCOMBRANT	RENAULT	PL GRUE	PREMIUM	28/06/2005	934BLS06	GASOIL
HAUT PAYS	RENAULT	BENNE HAYON	MAXITY	08/08/2019	FJ340KL	GASOIL
HAUT PAYS	RENAULT	BOM	IRIDE 12M3	16/05/2018	EX946HN	GASOIL
HAUT PAYS	RENAULT	BENNE HAYON	MAXITY	12/09/2016	EF513DE	GASOIL
HAUT PAYS	RENAULT	BOM	FAUN 12M3	17/03/2016	EA199NK	GASOIL
HAUT PAYS	RENAULT	BENNE HAYON	MAXITY	20/01/2016	DZ577AH	GASOIL
HAUT PAYS	RENAULT	MINI BOM	IRIDE 5M3	22/04/2014	DF404CT	GASOIL
HAUT PAYS	RENAULT	BENNE HAYON	MAXITY	23/07/2013	CX538DZ	GASOIL
HAUT PAYS	RENAULT	BOM	FAUN 12M3	21/07/2009	AC504AY	GASOIL

Acte à classer**CC_2022_059****1**

En préparation

2En attente retour
Préfecture**3**> **AR reçu** <**4**

Classé

Identifiant FAST : ASCL_1_2022-03-30T16-42-06.00 (MI236544842)

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20220321-CC_2022_059-DE (Voir l'accusé de réception associé)

Objet de l'acte : Mise à disposition de services pour la participation
à la gestion des déchets - Convention avec la Communauté
de Communes Alpes d'Azur

Date de décision : 21/03/2022



Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 8. Domaines de competences par themes
8.8. EnvironnementActe : 99_DE-006-240600585-20220321-
CC_2022_059-DE-1-1_1.PDF

Multicanal : Non

Pièces jointes :

99_DE-006-240600585-
20220321-CC_2022_059-
DE-1-1_2.PDF

Type PJ : 99_DE - Délibération



Imprimer la PJ avec le tampon AR

Groupe émetteur de l'acte : TOUS

Classer

Annuler

Préparé

Date 30/03/22 à 16:42

Par PAVAN-SANTAINÉ Corinne

Transmis

Date 30/03/22 à 16:42

Par PAVAN-SANTAINÉ Corinne

Accusé de réception

Date 30/03/22 à 16:47